

Des petits-déjeuners polémiques au conseil

Au début du conseil municipal, ce lundi 29 septembre, le maire Aristide Olivier espérait des débats apaisés avec l'opposition, sans invective. Peine perdue. Plusieurs questions ont agité les rangs, dont celle des petits-déjeuners délivrés dans 12 écoles des quartiers prioritaires de Caen.

"Connaissez-vous votre sujet?"

Après avoir été alerté par des enseignants, l'écologiste Rudy L'Orphelin, premier candidat déclaré aux municipales, avait allumé la mèche quatre jours plus tôt. Dans un communiqué, il a fustigé la décision « **incompréhensible et injuste** » de la Ville de « **supprimer purement et simplement les petits-déjeuners jusqu'alors proposés aux enfants des familles les plus modestes** ». Piquée au vif, Amandine François-Goguillon, adjointe à l'éducation, a répliqué en commentaire sur la page Facebook de son (futur) adversaire, l'accusant de « **mentir** » avant de réitérer ses coups en séance, lundi soir. « **Quand vous dites que la municipalité les supprime, connaissez-vous votre sujet ou êtes-vous malhonnête?** » D'après elle, « **la Ville n'est en rien responsable de l'arrêt de ce dispositif** », qui est « **un programme de l'Éducation nationale** ». Son application relève de la direction académique des services de l'Éducation nationale (DSDEN) via une subvention d'un peu plus de 60 000€ pour l'achat des denrées alimentaires, versée sur la période de janvier à juin. La Ville apporte son concours, en mobilisant des agents pour la distribution et l'entretien du matériel.

Plus que 3 écoles sur 12 concernées

Depuis la rentrée, faute de budget, la distribution est « **suspendue** », insiste Amandine François-Goguillon. « **L'Éducation nationale nous a annoncé la semaine dernière la reconduction du dispositif dans les écoles en REP +.** » C'est bien le problème pour Rudy L'Orphelin. « **Le service pourrait être rétabli dans 3 des 12 écoles (Eustache-Restout, Louis le Chatelier et Viera da Silva) jusqu'alors bénéficiaires sans toutefois qu'une échéance ne soit précisée à ce stade. On comprend d'autant moins que la municipalité n'ait pas fait le choix de la continuité de service public** », comme d'autres communes ont su le faire, selon lui.

Rudy L'Orphelin le regrette: « **Aucun engagement clair n'a été pris pour les 9 autres écoles concernées pour la suite de l'année scolaire.** » Lui aurait d'ailleurs aimé plus d'ambition, encore, réclamant « **l'élargissement** » de la distribution des petits-déjeuners « **à tous les jours d'école** », et pas seulement à deux.